

Bulletin Mensuel de Statistiques des Finances Publiques

Avril 2004

Les Principales Tendances

Situation des Charges et Ressources du Trésor

*

Recettes

*

Dépenses

*

Comptes Spéciaux du Trésor

*

Dette Publique

*

LES RECETTES

En augmentation de 9% par rapport à fin avril 2003, les recettes ordinaires ont atteint 36,7 MMDhs, soit un taux de réalisation de près de 34% des prévisions de la loi de finances. Cette évolution fait suite au bon comportement des recettes non fiscales qui ont presque doublé par rapport à fin avril 2003 et qui ont été réalisées, hors privatisation, à hauteur de 55% des prévisions, soit 4,5 MMDhs contre 2,3 MMDhs.

Les recettes fiscales se sont accrues à peine de 3% en dépit de l'accroissement des recettes d'impôts directs de 8% et des droits de l'enregistrement et du timbre de 10%. L'effet de ces évolutions positives a été atténué par les baisses enregistrées au niveau des impôts indirects (2%) et des droits de douane (2%). A ce titre, il est à noter que les hausses des recettes TVA, tant à l'intérieur (24%) qu'à l'importation (11%), n'ont pas été suffisantes pour compenser les baisses, constatées depuis le début de l'exercice, des TIC sur les tabacs manufacturés (16%) et sur les produits énergétiques (28%).

LES DEPENSES

Les dépenses globales (ordinaires et d'investissement) se chiffrent à 40,6 MMDhs, soit 3,4 MMDhs de plus qu'à fin avril 2003. Ce surplus résulte de l'augmentation des dépenses de personnel et des autres biens et services respectivement de l'ordre de 1,2 MMDhs et de 1,4 MMDhs.

LES SOLDES

Le solde ordinaire a été excédentaire de 3,2 MMDhs et a permis de couvrir les dépenses d'équipement à hauteur de 45%.

L'excédent du trésor de 1,6 MMDhs s'explique en grande partie par le solde positif des comptes spéciaux du trésor (5,5 MMDhs).

Situation des charges et ressources du Trésor

(hors TVA des Coll. Locales)

En Millions de Dirhams	Avril 2003	LF 2004	Avril 2004	Taux de Réal	Var. en %
<u>1- RECETTES ORDINAIRES</u>	<u>33 752</u>	<u>107 245</u>	<u>36 723</u>	<u>34</u>	<u>9</u>
1.1- Recettes fiscales	30 124	83 268	30 994	37	3
- Impôts directs	12 492	33 230	13 446	40	8
- Impôts indirects	11 578	34 468	11 337	33	-2
- Droits de douane	3 748	10 218	3 680	36	-2
- Enregistrement et timbres	2 306	5 352	2 531	47	10
1.2- Recettes non fiscales	2 312	20 097	4 485	22	94
- Monopoles	1 530	5 676	3 398	60	122
- Domaine	45	178	57	32	27
- Autres recettes	737	2 243	1 030	46	40
- Privatisation	0	12 000	0	0	
1.3- Recettes de certains CST	1 316	3 880	1 244	32	-5
- Fonds de soutien des prix	828	1 810	675	37	-18
- Fonds spécial routier	488	2 070	569	27	17
<u>2- DEPENSES ORDINAIRES</u>	<u>29 985</u>	<u>100 439</u>	<u>33 460</u>	<u>33</u>	<u>12</u>
2.1- Biens et services	23 105	79 410	25 720	32	11
Personnel	17 327	53 567	18 559	35	7
Autres biens et services	5 778	25 843	7 161	28	24
2.2- Intérêts de la dette	6 379	17 629	6 765	38	6
Intérieure	5 112	14 548	5 967	41	17
Extérieure	1 267	3 081	798	26	-37
2.3- Compensation	501	3 400	975	29	95
dont Fonds de soutien des prix	224	1 810	861	48	284
<u>3- SOLDE ORDINAIRE</u>	<u>3 767</u>	<u>6 806</u>	<u>3 263</u>	<u>48</u>	<u>-13</u>
4- INVESTISSEMENT	7 261	21 306	7 174	34	-1
dont FDS Routier	100	2 070	0	0	-100
5- SOLDE DES CST	4 225	96	5 524		31
<u>6- DEFICIT/EXCEDENT GLOBAL</u>	<u>731</u>	<u>-14 404</u>	<u>1 613</u>		
7- VARIATION INSTANCES	353		-1805		
<u>8- BESOIN / EXCEDENT DE FINANCEMENT.</u>	<u>1 084</u>	<u>-14 404</u>	<u>-192</u>		
9- FINANCEMENT INTERIEUR	4 937	16 563	3 688		
- Adjudications	18 676		6 149		
- BDT à 6 mois	-410		-7		
-Autres Emprunts	-2 215		-1 599		
- Dépôts au trésor	-7 383		5 190		
- Compte courant à BAM	475		-4 061		
-Autres Opérations	-4 206		-1 984		
10- FINANCEMENT EXTERIEUR	-6 021	-2 159	-3 496		
- Tirages et dons	700	6 203	749		
- Amortissement	6 721	8 362	4 245		



RECETTES ORDINAIRES

Millions de Dirhams	Avril 2003	LF 2004	Avril 2004	Taux de Réal	Var. en %
<u>RECETTES FISCALES</u>	<u>30 124</u>	<u>83 268</u>	<u>30 994</u>	<u>37</u>	<u>3</u>
Impôts Directs	12 492	33 230	13 446	40	8
Impôts des patentes	32	300	47	16	47
Impôt sur les sociétés	5 894	12 858	6 751	53	15
I.G.R	6 320	19 337	6 429	33	2
Taxe urbaine	15	80	23	29	53
Majorations de Retard	137	620	133	21	-3
Autres Impôts directs	94	35	63	180	-33
Droits de Douane	3 748	10 218	3 680	36	-2
Impôts Indirects	11 578	34 468	11 337	33	-2
T.I.C	5 695	15 369	4 463	29	-22
- Tabacs manufacturés	2 024	5 424	1 696	31	-16
- Produits énergétiques	3 302	8 849	2 371	27	-28
- Autres	369	1 096	396	36	7
TVA	5 883	19 099	6 874	36	17
- Intérieure	2 646	8 913	3 292	37	24
- à l'importation	3 237	10 186	3 582	35	11
Droits d'Enregistrement & de Timbres	2 306	5 352	2 531	47	10
<u>RECETTES NON FISCALES</u>	<u>2 312</u>	<u>20 097</u>	<u>4 485</u>	<u>22</u>	<u>94</u>
Produits de Domaine	45	178	57	32	27
Produits des monopoles	1 530	5 676	3 398	60	122
Recettes des Privatisations	0	12 000	0	0	
Fonds de Concours	49	0	68		39
Rec. en Atténuation de Dépenses	15	551	266	48	
Autres Produits	673	1 692	696	41	3
<u>RECETTES DE CERTAINS CST</u>	<u>1 316</u>	<u>3 880</u>	<u>1 244</u>	<u>32</u>	<u>-5</u>
- Fonds de soutien des prix	828	1 810	675	37	-18
- Fonds spécial routier	488	2 070	569	27	17
<u>RECETTES ORDINAIRES</u>	<u>33 752</u>	<u>107 245</u>	<u>36 723</u>	<u>34</u>	<u>9</u>



LA SITUATION DES CHARGES ET RESSOURCES DU TRESOR

La situation des charges et ressources du Trésor à fin avril 2004 se présente comme suit:

- des recettes ordinaires de 36,7 MMDhs;
- des dépenses globales de 40,6 MMDhs;
- un excédent du Trésor de 1,6 MMDhs;
- et un financement intérieur sollicité à hauteur de 3,7 MMDhs, ce qui a permis le remboursement du flux net négatif extérieur de 3,5 MMDhs et de réduire les arriérés de visa et de paiement de 1,8 MMDhs.

I-LES RECETTES ORDINAIRES

Les recettes ordinaires réalisées à fin avril 2004 se sont établies à 36,7 MMDhs, soit une hausse de 9% et un taux de réalisation de 34%.

I-1) LES RECETTES FISCALES

Les recettes fiscales, réalisées à hauteur de 37%, sont en augmentation d'à peine 3% en dépit d'une hausse des impôts directs de 8%, des recettes de l'enregistrement et du timbre de 10% et au regard d'une baisse des droits de douane de 2% et des impôts indirects de 2%.

Ainsi, les recettes d'*impôts directs* ont atteint 13,4 MMDhs, soit un taux de réalisation de 40% et une hausse de 8% par rapport à fin avril 2003.

Cette performance est attribuable essentiellement aux versements au titre de l'IS qui ont atteint 6,8 MMDhs, soit une hausse de 15% par rapport à fin avril 2003.

Il est à signaler que les recettes de l'IS sont dominées par les versements effectués au titre des activités liées aux télécommunications et au secteur bancaire.

En ce qui concerne l'*Impôt Général sur les Revenus*, il s'est accru de 2%, soit 6,4 MMDhs contre 6,3 MMDhs à fin avril 2003.

Il est à noter que les versements effectués par la PPR au titre de l'IGR sur traitements et salaires du personnel de l'administration centrale sont en augmentation de 12% à fin avril 2004.

La tendance à la baisse (2%) des *droits de douanes* persiste en raison de la poursuite du processus de démantèlement tarifaire.

Les contre-performances (-22%) des recettes réalisées au titre des TIC ont fortement pesé sur le niveau des recettes des *impôts indirects* qui ont diminué de 2% par rapport à fin avril 2003, passant ainsi de 11,6 MMDhs en 2003 à 11,3 MMDhs en 2004 malgré le bon comportement de la TVA tant à l'intérieur (24%) qu'à l'importation (11%).

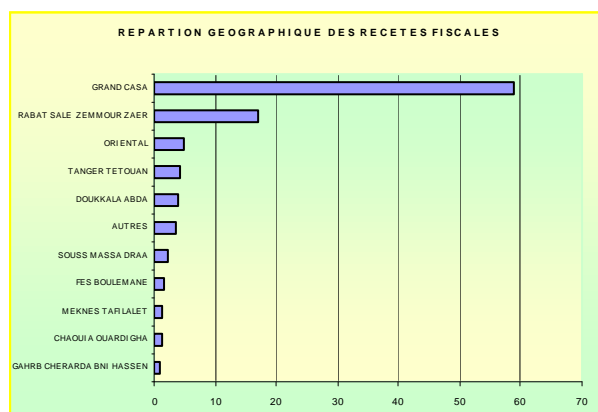
L'amélioration des recettes de la TVA à l'intérieur s'explique notamment par l'importance des versements effectués par IAM et Barid-Al-Maghrib qui atteignent 970 MDhs contre 497 MDhs à fin avril 2003, soit une hausse de 95%.

Le recul des TIC est imputable aux tabacs manufacturés (-16%) et aux produits énergétiques (-28%).

Les droits d'enregistrement et de timbre se sont appréciés de 10% par rapport à l'exercice précédent et ont été réalisés à hauteur de 47%.

REPARTITION GEOGRAPHIQUE DES RECETTES

La répartition des recettes fiscales selon les 16 Régions est caractérisée par une nette prédominance du Grand-Casablanca et de Rabat-Salé-Zemmour-Zaer où plus de 80% des recouvrements sont effectués en raison de la concentration des grandes unités de production de biens et de services au niveau desdites régions



I-2) LES RECETTES NON FISCALES

Le montant des **recettes non fiscales** est de 4,5 MMDhs à fin avril 2004, soit le double de celui constaté l'année dernière. Ceci s'explique par les versements au titre des monopoles, particulièrement les dividendes provenant d'IAM (1,8 MMDhs) et de BAM (1,1 MMDhs).

Les recettes non fiscales intègrent aussi les recettes en atténuation de dépenses dont le montant est de 265 MDhs, provenant des plus-values sur adjudications par assimilation

	Avril 2003	L.F. 2004	Avril 2004	Taux de réal
BAM	172	1 649	1 288	78
CDG		400		0
ONT		20		0
IAM		1 170	1 788	153
ANCFCC		400	100	25
OCP	209	1 278	211	17
AUTRES	24	759	11	1
TOTAL	1 530	5 676	3 398	60

I-3) AUTRES ELEMENTS D'EXPLICATION DE L'EVOLUTION DES RECETTES

Au vu des données provisoires arrêtées à fin avril 2004, les *recettes brutes* réalisées au titre des impôts et taxes émis *par voie de rôles* (y compris la part des collectivités locales dans la TVA, l'impôt des patentes et la TU) ont atteint 2,7 MMDhs contre 2,4 MMDhs à fin avril 2003 soit une augmentation de 13%.

Ces recouvrements ont porté sur les émissions antérieures à hauteur de 81%. Une telle proportion s'explique non seulement par les efforts fournis pour recouvrer les anciens rôles mais aussi par la cadence des nouvelles émissions (TU et Patente essentiellement) qui n'ont atteint leur niveau habituel qu'à partir de mars-avril 2004.

S'agissant des **dépenses fiscales** (annulations + restitutions), elles ont augmenté de 47% par rapport fin avril 2003 et ont porté, à hauteur de 74%, sur la TVA et l'IS.

MDhs	Fin avril 2003			Fin avril 2004			Evol
	Total	Ann	Rest	Total	Ann	Rest	
TVA	606	219	387	780	359	422	29
IS	316	124	192	624	250	375	98
IGR	82	77	5	104	92	12	27
Autres	292	276	16	389	382	7	34
Total	1 295	695	600	1 897	1 082	815	47

II -LES DEPENSES

II-1) LES EMISSIONS

Les émissions des dépenses imputées au budget général de l'État ont atteint près de 48,7 MMDhs, soit un taux d'exécution de 32% et une hausse de 11% par rapport à l'année précédente. Elles se répartissent en dépenses de fonctionnement (53%), de la dette (32%) et d'investissement (15%).

	avr-03		avr-04			
	Emissions	L.F. 2004	Emissions	taux	Evol.	structure
TOTAL	44 029	150 645	48 682	32	11	100%
Fonctionnement	23 595	81 045	25 868	32	10	53%
Investissement	7 431	27 974	7 100	25	-4	15%
dont reports		(8 779)				
Dette publique	13 003	41 626	15 714	38	21	32%

a -LES DEPENSES DE FONCTIONNEMENT

Les émissions relatives aux dépenses de fonctionnement du budget général sont en hausse de 10% par rapport à fin avril 2003, sous l'effet de l'augmentation des dépenses de personnel (7%) et de matériel (25%).

La hausse de 25% des émissions au titre du matériel est induite par le niveau des subventions et transferts qui passe de 1,7 MMDhs à 3,0 MMDhs, soit un surplus de 1,3 MMDhs par rapport à fin avril 2003.

b -LES DEPENSES D'INVESTISSEMENT

Le montant global des crédits disponibles au titre du budget d'investissement est de 27,9 MMDH dont 19,2 MMDhs de crédits ouverts par la LF et 8,8 MMDhs de reports.

Ces crédits ont fait l'objet d'émissions à concurrence de 25%, soit un montant de 7,1 MMDhs réparti entre les subventions et transferts (5,2 MMDhs) et les projets initiés directement par les départements ministériels (1,9 MMDhs).

Les crédits prévus au titre des projets des ministères n'ont été exécutés qu'à hauteur de 15%. Par contre ceux affectés aux subventions et transferts ont été réalisés à hauteur de 34%.

Millions de Dhs	Avr 03	L.F. 2004	Avr 04	Taux	Evol %
1- Investissements directs	1 439	12 561	1 865	15	30
2- Subventions et transferts	5 722	15 413	5 235	34	-9
a- Subventions & transferts sur Charges Communes	3 059	6 484	2 523	39	-18
-Dette des Établissements Publics	1 565	1 531	1 470	96	-6
-Augmentation du capital des établissements publics	0	960	0	0	
-Concours divers	1 311	3 443	943	27	-28
-Ristournes d'intérêt & risque de change	183	550	110	20	
b-Autres subventions (Ministères)	2 663	8 929	2 712	30	2
TOTAL	7 161	27 974	7 100	25	-1

Les reports de crédits d'un montant de 8,8 MMDhs sont entièrement intégrés aux investissements directs des ministères



II-2) LES INSTANCES

Le montant global des règlements effectués par le Trésor à fin avril 2004 s'élève à 78,7 MMDhs dont 57% au titre de la dette, 33% au titre du fonctionnement, 3% au titre de l'investissement et 6 % au titre des comptes spéciaux du Trésor.

	Règlements	Structure en %
Fonctionnement	26 235	33
Investissement	2 436	3
Comptes spéciaux du trésor	4 860	6
Dette	45 178	57
T O T A L	78 709	100

Les instances de visa et de règlement sont passées de 2 709 Mdhs à fin décembre 2003 à 904 MDhs à fin avril 2004, soit une diminution de 1 805 MDhs. Ces instances concernent pour 73% les entreprises du secteur privé.

BENEFICIAIRES	À fin Déc 03	Janv 04	Févr 04	Mars 04	Avr 04
I FONCTIONNEMENT	1488	3014	1373	498	370
-Entreprises privées	1055	1889	557	443	326
-Etablissements publics	433	1125	816	55	44
II INVESTISSEMENT	521	499	2108	574	336
-Entreprises privées	335	282	869	396	207
-Etablissements publics	186	217	1239	178	129
III COMPTES SPECIAUX	700	424	550	588	198
-Entreprises privées	337	389	367	577	138
-Etablissements publics	363	35	183	11	60
TOTAL	2709	3937	4031	1660	904

II-3) LES DELAIS D'ORDONNANCEMENT ET DE REGLEMENT

Le délai d'ordonnancement, qui correspond à la période courue entre la date de certification du service fait et celle d'émission de l'OP est en moyenne de 197 jours. Le délai moyen le plus élevé a été constaté pour les OP émanant des départements de la pêche, de l'éducation nationale, de l'industrie et des affaires étrangères.

Quant au délai de règlement, qui correspond à la période courue entre la date de réception de l'OP par la Trésorerie Principale et la date de son règlement, il est en moyenne de 46 jours à fin avril 2004 contre 79 jours un an auparavant.

III -LES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

Au terme du mois d'avril 2004, les recettes des comptes spéciaux du Trésor se sont établies à 11, 4 MMDhs, soit un taux de réalisation de 47% des prévisions. Ces recettes concernent pour plus des 2/3 les comptes d'affectation spéciale, notamment le compte " la part des collectivités locales dans le produit de la TVA".

Pour leur part, les dépenses ont atteint 5,5 MMDhs, soit 23% des plafonds de charges autorisés, et ont concerné les catégories des comptes d'affectation spéciale (67%) et des comptes de dépenses sur dotations (32%).

Le solde des comptes spéciaux du trésor à fin avril s'est établi à 5,9 MMDhs.

	RECETTES			DEPENSES		
	LF 04	Avr 04	Taux	LF 04	Avr 04	Taux
C.A.S.	19 019	7 992	42	19 019	3 715	20
Part TVA des C L	8 185	2 946	36	8 185	1 701	21
Soutien p. alim.	1 810	675	37	1 810	861	48
Fds spécial routier	2 070	569	27	2 070	0	0
Fds dév. agricole	600	459	77	600	60	10
Fds. Equip. Lutte contre chom	567	250	44	567	0	0
Fonds emploi domanial	697	166	24	697	33	5
Autres	5 090	2 927	58	5 090	1 060	21
CPDES DE PRETS	338	101	30	180	13	7
Dpses sur Dotations	4 681	3 292	70	4 681	1 730	37
A.D.N	4 600	3 266	71	4 600	1 730	38
AUTRES CST	8	0	0	70	20	29

IV-LA DETTE PUBLIQUE

IV-1) DETTE BUDGETISEE

A fin avril 2004, les recettes d'emprunt se sont élevées à 25,5 MMDhs et ont été réalisées à hauteur de 70%. Elles sont composées essentiellement de la dette intérieure (98%).

Les dépenses en amortissements de la dette publique budgétisée ont été réalisées à hauteur de 28% des crédits ouverts à ce titre, soit 6,4 MMDhs réparties à raison de 2,4 MMDhs pour la dette extérieure et 4,1 MMDhs pour la dette intérieure

RECETTES D'EMPRUNT	LF 2004	Avril 04	Taux Réal.
Total	36 580	25 528	70
Extérieur	4 780	407	9
Intérieur	31 800	25 121	79

Les charges en intérêts de la dette directe du Trésor, s'élèvent, pour leur part, à 6,7 MMDhs dont 88% au titre de la dette intérieure et sont en progression de 6% par rapport à fin avril 2003.



Millions de Dhs	Avril_03	LF 2004	Avril 04	Réal en %	Evol en %
Total	14 176	41 627	15 711	38	11
Amortissement	7 797	23 998	8 949	37	15
D. extérieure	5 127	8 362	2 867	34	-44
D. intérieure	2 670	15 636	6 082	39	128
Intérêts et Commissions	6 379	17 629	6 762	38	6
D. extérieure	1 267	3 081	798	26	-37
D. intérieure	5 112	14 548	5 964	41	17

Millions de Dhs	Fin 2003	Fin Avril 04	Evol (%)
TOTAL	299 963	303 203	1
Dettes extérieures	88 316	86 846	-2
Dettes intérieures	211 647	216 357	2
<i>dont :</i>			
Adjudications	197 101	203 250	3
E.Oblig & Conv.	7 926	7 168	-10
Emp. Nationaux	729	0	-100
BT à 6 mois	3 056	3 049	0
Jeunes Promot.	480	370	-23
Prog socio-écon.	2 052	2 218	8
Autres	303	302	0

IV-2) DETTE HORS BUDGET

Les opérations de la dette extra-budgétaire au cours des 4 premiers mois de l'exercice ont généré un flux net négatif de 13,5 MMDhs en raison:

1) du flux net négatif de 14,5 MMDhs dégagé par la dette intérieure et résultant essentiellement des opérations réalisées sur le marché des adjudications (bons ≤ 2 ans).

2) du flux net positif de 1 041 MDhs dégagé également par la dette extérieure hors budget.

Dettes extra-budgétaires	Recettes	Dépenses	Flux
TOTAL	16 018	29 476	-13 458
A- Dette Intérieure	13 599	28 098	-14 499
Bons Adju (=ou< 2 ans)	11 123	25 615	-14 492
Bons du Trésor à 6 mois	2 476	2 483	-7
B- Dette Extérieure	2 419	1 378	1 041
Crédits Fournisseurs étrang.	503	208	295
Aide Balance des Paiem	0	0	0
Blé Français	20	94	-74
Blé Américain	0	27	-27
Fonds monétaire arabe	0	58	-58
Comptes rééchelonnement	1 846	991	855
Fonds Hispano Marocain	50	0	50

IV-3) ENCOURS DE LA DETTE PUBLIQUE

L'encours global de la dette du Trésor est de l'ordre de 303,2 MMDhs, dont 71% au titre de la dette intérieure qui enregistre une légère augmentation de 1% par rapport à fin décembre 2003.

Les bons du trésor émis par voie d'adjudication représentent à eux seuls, 94% de l'encours de la dette intérieure et sont en hausse de près de 3% par rapport à fin Décembre 2003.

